

Introduction

*Isabelle Bensedoun et Jézabel Couppey-Soubeyran**

L'économie mondiale est en guerres, au pluriel. En guerre commerciale d'abord, au rythme des annonces tonitruantes du président américain Donald Trump en matière de droits de douane, et de ses reculs. En guerre autour des métaux critiques, indispensables au développement des technologies bas-carbone, du numérique, ainsi qu'aux industries de la défense. En guerre technologique, avec l'irruption de l'intelligence artificielle (IA) et la course au leadership dans ce domaine. En guerre des monnaies, avec l'essor des stablecoins – cryptomonnaies supposées stables car adossées à une monnaie officielle – qui va très vraisemblablement profiter à l'ensemble des cryptos face aux monnaies officielles. En guerre tout court, avec celle que la Russie continue d'infliger à l'Ukraine sur le continent européen, avec celle qui se poursuit à Gaza, sans compter les conflits armés sur le continent africain. Depuis les années de guerres mondiales, le climat géopolitique n'avait que rarement été aussi dangereux.

Résultat : l'incertitude est au plus haut et, avec elle, la trajectoire de croissance mondiale fragilisée. C'est ce que soulignent Isabelle Bensedoun et Thomas Grjebine dans le chapitre 1, tout en rappelant à quel point cette trajectoire dépend de celles que les deux premières puissances économiques mondiales – les États-Unis et la Chine – vont emprunter. Aux États-Unis, difficile de ne pas être inquiet des conséquences de la « *tariffmania* » de Donald Trump, du creusement du déficit que le *One Big Beautiful Bill Act* va créer ou de l'abandon

* Isabelle Bensedoun est adjointe au directeur du CEPII et responsable des publications. Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'institut Veblen.

de la politique industrielle impulsée par la précédente administration. De même, en Chine, le modèle de croissance, déséquilibré du fait d'une demande intérieure structurellement atone, devient de plus en plus préoccupant dans un contexte où les relations commerciales sont devenues un champ de bataille.

Autre domaine susceptible d'alimenter une nouvelle bataille, le domaine monétaire. Pendant du néomercantilisme commercial de Donald Trump, un néomercantilisme monétaire est engagé depuis la publication du *GENIUS Act*. Une parade pour éviter que la perte de confiance des investisseurs dans l'actif qui était jusque-là la valeur refuge par excellence ne conduise à des difficultés pour financer la dette américaine. Avec le développement des stablecoins adossés au dollar, que cette loi vise à encourager tout en obligeant les émetteurs à détenir des bons du Trésor en réserve, la demande pour l'actif souverain américain trouvera de quoi se maintenir.

Qui dit bataille, dit évidemment défense – un secteur qui, cette année, tire son épingle du jeu avec les engagements européens d'augmenter les dépenses militaires face à la pression américaine. Victime du retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, mais également victime collatérale de ces guerres et des priorités qui leur sont associées, la transition écologique : alors que les voyants sont au rouge en matière d'émissions de gaz à effet de serre, l'Europe a fait le choix de la compétitivité plutôt que celui de la durabilité, sans cap industriel clair. Dans ce contexte, le risque est grand pour les pays européens d'échouer à la fois à bâtir une industrie verte et à tenir leurs engagements climatiques.

Depuis le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, c'est aussi la rivalité sino-américaine autour des métaux stratégiques qui a redoublé d'intensité et fait entrer l'économie mondiale dans une nouvelle phase d'insécurité minérale. Bien qu'ils disposent sur leur sol de ressources géologiques variées et significatives, les États-Unis sont devenus dépendants des importations de plusieurs matériaux critiques, en provenance de Chine surtout, et le président américain y voit, depuis son premier mandat, une menace pour la sécurité nationale. D'où le virage protectionniste de la politique commerciale états-unienne, doublée d'une volonté de réindustrialisation et de relocalisation des chaînes de valeur visant à contrer la domination chinoise. Groenland, Ukraine, Canada... même combat : les États-Unis entendent sécuriser par tous les moyens des zones riches en matériaux critiques en dehors de leur territoire. Le contexte d'incertitude et de tensions géopolitiques qui en résulte conduira vraisemblablement à une recomposition du pouvoir autour des ressources en matériaux critiques, concluent Carl Grekou, Emmanuel Hache et Valérie Mignon dans le chapitre II.

La recrudescence des tensions géopolitiques s'accompagne de la montée en puissance des sanctions internationales. Les nations occidentales, dont les États-Unis et les pays d'Europe au premier chef, ne sont plus les seules à y recourir : la Chine et la Russie n'hésitent plus à mobiliser cette arme. « Est-ce que les sanctions fonctionnent ? », s'interrogent Matthieu Crozet, Charlotte Emlinger et Kevin Lefebvre dans le chapitre III, à propos de celles visant la Russie. En se concentrant sur les sanctions commerciales, qui offrent les données nécessaires à cet exercice d'évaluation, ils apportent leur réponse d'économistes : « Ça dépend ! » Ils appellent à ne pas trop attendre des sanctions tant les contournements sont possibles, les compensations légion et le ciblage largement illusoire, mais à ne pas en désespérer non plus. Car si la Russie a su pallier l'arrêt des importations empêchées par les sanctions en se reportant vers des fournisseurs de pays amis, elle a pour cela payé le prix fort pour une moindre qualité. À plus long terme, les sanctions redessinent bel et bien de manière durable les routes du commerce international et, même une fois levées, continuent d'exercer un effet dissuasif.

En Europe, l'un des secteurs qui souffre le plus de la guerre tarifaire est celui de l'automobile, sans doute aussi le plus emblématique de la mondialisation et de ses bouleversements. Cette situation renforce les défis majeurs auxquels il se trouve confronté : réussir le passage à la voiture électrique et rattraper le retard pris sur les nouveaux acteurs chinois et américains, qui sont en train de reconfigurer le marché. Au-delà de son poids économique et de ses problématiques propres, le secteur automobile constitue aujourd'hui un laboratoire des nouvelles politiques industrielles de l'Union européenne, comme l'analysent Vincent Vicard et Pauline Wibaux dans le chapitre IV.

Alliée ou ennemie ? L'IA figure parmi les bouleversements majeurs qui reconfigurent l'économie mondiale. Les visions s'affrontent à son sujet. Pour les uns, l'IA s'inscrirait dans le long processus de la révolution industrielle, dont elle décuplerait les effets en étant source de croissance, de formidables avancées en médecine et de réduction des inégalités. Pour d'autres, elle pourrait mener à la dévalorisation du travail humain, à une chute des salaires, voire à une marginalisation de l'espèce humaine – notamment si l'intelligence artificielle générale (IAG), comparable à celle des humains, parvient à émerger. L'humanité pourrait alors se trouver face à un épineux dilemme du prisonnier : refuser de s'engager dans la course à l'IA, au risque de se retrouver vassalisée par les leaders technologiques, ou bien entrer dans une course à l'IA non régulée, au risque de déboucher sur une IAG non alignée avec les intérêts humains. Pour Axelle Arquié, qui signe le chapitre V, tout va dépendre des

règles que la communauté internationale saura imposer pour éviter qu'un point de non-retour soit atteint.

Autre sujet de bataille, qui a chamboulé l'échiquier politique dans bien des pays d'Europe, celui de l'immigration. Dans le chapitre vi, Anthony Edo et Jérôme Valette s'intéressent à l'intégration économique des immigrés, en particulier à l'évolution de leur situation sur le marché du travail comparée à celle des natifs. À partir des résultats d'un large ensemble d'études empiriques, ils montrent que naturalisation, asile et régularisation constituent d'importants leviers à la disposition des pouvoirs publics pour favoriser l'intégration économique des immigrés. Si, d'après les études existantes, il n'y a pas à craindre que ces mesures fassent augmenter les flux migratoires, leur efficacité pourrait dépendre, à plus long terme, de leur articulation avec les politiques d'entrée des immigrés, qui encadrent à la fois le volume et le profil des nouveaux arrivants.

Enfin, dans le chapitre vii, Hippolyte d'Albis s'attaque à un autre grand sujet d'anxiété pour l'économie mondiale : la démographie. Le retour aux chiffres et aux concepts permet une approche apaisée de ces grands enjeux, dont l'acuité varie en fonction du niveau de revenu des pays : les pays à haut revenu sont les premiers confrontés au ralentissement de la croissance démographique et à la baisse de la fécondité, rejoints depuis peu par ceux à revenu intermédiaire, tandis que la population continue de croître dans les pays à faible revenu. Ces évolutions soulèvent des défis, mais sont aussi porteuses d'opportunités. La baisse de la natalité exerce un effet positif sur le taux d'emploi des femmes notamment. Et si l'on tient compte de l'amélioration de l'état de santé et de l'espérance de vie, le vieillissement de nos sociétés est en réalité beaucoup moins marqué. Quoi qu'il en soit, les pays riches doivent miser sur l'éducation, l'innovation et la productivité pour dynamiser leurs sociétés vieillissantes, et faire de l'immigration un outil de rééquilibrage en l'accompagnant par des politiques d'intégration. Les pays à revenu intermédiaire, dont la fenêtre d'opportunité démographique est en train de se refermer, doivent anticiper cette évolution et investir dans l'avenir. Les pays à faible revenu, où la transition démographique n'est pas encore amorcée, ont eux besoin de progrès en matière de santé et d'éducation – en particulier des femmes – pour que cette étape coïncide avec leur développement économique.